

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du logement et de l'égalité
des territoires

Arrêté du xx xxx 2014 relatif aux conditions de validation de l'octroi d'un agrément pour période supplémentaire et de la suspension des délais des agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public pris en application des articles R. 111-19-39 et R. 111-19-43 du code de la construction et de l'habitation

NOR : ETLK1414409A – Version du 2 juillet 2014

Publics concernés : *État et établissements publics, collectivités territoriales et groupements, personnes physiques ou morales du secteur privé en tant que propriétaires et exploitants d'établissements recevant du public (ERP).*

Objet : *définition des seuils conditionnant la validation automatique par le préfet d'une demande d'agrément de prolongation du nombre de période ou d'une demande de suspension des délais de dépôt ou d'exécution d'un agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public, en tant qu'ils démontrent que respectivement le propriétaire ou l'exploitant n'est pas en capacité de financer les travaux d'accessibilité à sa charge dans le cadre d'un agenda et donc d'établir la programmation physico financière correspondante de manière sincère ou que l'exécution des engagements qu'il a pris dans un tel agenda est devenue impossible en raison de la dégradation de sa situation financière survenue depuis la validation.*

Entrée en vigueur : *le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

Notice : *l'ordonnance n° 2014-xxx relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées prévoit la mise en place d'un outil, l'agenda d'accessibilité programmée donnant la possibilité de prolonger, au-delà de 2015, le délai permettant d'effectuer les travaux de mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public en contrepartie de la mise en place d'un dispositif de suivi de l'avancement des actions de mise en accessibilité prévues, qui peut amener à sanctionner, dans le cadre d'une procédure de carence, les manquements aux engagements pris par le signataire dans l'agenda ; ont été prévues, d'une part, la possibilité de demander, lors de la demande de validation de l'agenda d'accessibilité programmée, l'octroi de périodes supplémentaires de mise en accessibilité, et, d'autre part, des modalités de suspension ou de prolongation éventuelles des délais associés au dépôt de l'agenda ou à son exécution en cas de difficultés notamment financières.*

Références : *le présent arrêté peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cet arrêté est pris pour l'application des articles du décret relatif à l'agenda programmée d'accessibilité pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public, codifiés aux articles R. 111-19-39 et R. 111-19-43 du code de la construction et de l'habitation.*

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, la ministre du logement et de l'égalité des territoires et le ministre des finances et des comptes publics,

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret 2014-xxx du xx xxx 2014 relatif à l'agenda programmée d'accessibilité pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu le règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif au plan comptable général modifié ;

Vu l'avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées en date du xxx ;

Vu l'avis du Comité des finances locales (commission consultative d'évaluation des normes) en date du xx xxx 2014 ;

Arrête :

Article 1

I. – La situation financière délicate d'un propriétaire ou exploitant d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public est établie :

1° Pour une personne morale de droit privé soumise à l'impôt sur les sociétés, quand elle est soumise à une procédure de sauvegarde, une procédure de redressement judiciaire ou une procédure de liquidation judiciaire prévues au livre VI du code du commerce ou quand elle a fait l'objet dans les trois dernières années, pour prévenir ses difficultés financières, d'un mandat *ad hoc* ou d'une procédure de conciliation prévus au livre VI de ce même code ou quand l'une des conditions suivantes est respectée :

- a) Ses capitaux propres sont négatifs ;
- b) Sa capacité d'autofinancement de laquelle sont déduits les emprunts et dettes à moins d'un an est inférieure ou égale à 0 et la valeur correspondant au ratio relatif à sa capacité de remboursement, défini par le rapport entre les dettes financières et la capacité d'autofinancement, est supérieure ou égale à 3,0 ;

Les capitaux propres, la capacité d'autofinancement, les emprunts et dettes à moins d'un an et les dettes financières sont établis selon les définitions du règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 susvisé ;

2° Pour une personne soumise à l'impôt sur le revenu selon le régime des bénéfices industriels et commerciaux, quand elle est soumise à une procédure de sauvegarde, une procédure de redressement judiciaire ou une procédure de liquidation judiciaire prévues au livre VI du code du commerce ou quand elle a fait l'objet dans les trois dernières années, pour prévenir ses difficultés financières, d'un mandat *ad hoc* ou d'une procédure de conciliation prévus au livre VI de ce même code ou quand l'une des conditions suivantes est respectée :

- a) Ses capitaux propres sont négatifs ;
- b) Sa capacité d'autofinancement de laquelle sont déduits les emprunts et dettes à moins d'un an est inférieur ou égale à 2,5 SMIC bruts annuels, ou du double en cas de conjoint collaborateur, ou à 60 % de la capacité d'autofinancement établie sur la base des comptes des trois dernières années, et

la valeur correspondant au ratio relatif à sa capacité de remboursement, défini par le rapport entre les dettes financières et la capacité d'autofinancement, est supérieure ou égale à 3,0 ;

Les capitaux propres, la capacité d'autofinancement, les emprunts et dettes à moins d'un an et les dettes financières sont établis selon les définitions du règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 susvisé ;

3° Pour une personne soumise à l'impôt sur le revenu selon le régime des bénéfices non commerciaux, quand elle est soumise à une procédure de sauvegarde, une procédure de redressement judiciaire ou une procédure de liquidation judiciaire prévues au livre VI du code de commerce ou quand elle a fait l'objet dans les trois dernières années, pour prévenir ses difficultés financières, d'un mandat *ad hoc* ou d'une procédure de conciliation prévus au livre VI de ce même code ou quand l'une des conditions suivantes est respectée :

a) La capacité d'autofinancement définie comme la différence entre les revenus annuels et les charges fixes annuelles est inférieure ou égale à 60 % de la capacité d'autofinancement établie sur la base des comptes des trois dernières années ;

b) La valeur du ratio relatif au taux d'endettement, défini comme la part des revenus bruts consacrée aux remboursements de crédits, est supérieure ou égale à 33 % ;

4° Pour une collectivité territoriale quand les deux conditions suivantes sont respectées :

a) La valeur correspondant au ratio relatif à la marge d'autofinancement courant de la collectivité territoriale, défini par le rapport entre les dépenses réelles de fonctionnement augmentées du remboursement de la dette et les recettes réelles de fonctionnement, est supérieure ou égale à 0,97 ;

b) La valeur correspondant au ratio relatif au taux d'endettement de la collectivité territoriale, défini comme le rapport entre l'encours total de la dette et les recettes réelles de fonctionnement, est supérieure ou égale à 1,2 ;

5° Pour un établissement public quand l'une des deux conditions suivantes est respectée :

a) La valeur correspondant au ratio relatif à sa capacité d'endettement, défini par le rapport entre les capitaux propres et les dettes financières est inférieure ou égale à 1,0 ;

b) La valeur correspondant au ratio relatif à sa capacité de remboursement, défini par le rapport entre les dettes financières et la capacité d'autofinancement est supérieure ou égale à 3,0 ;

Les capitaux propres, les dettes financières et la capacité d'autofinancement sont établis selon les définitions du règlement xxx.

Article 2

En application de l'article R. 111-19-43 du code de la construction et de l'habitation, la suspension des délais de dépôt ou des délais d'exécution d'un agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public est accordée au propriétaire ou à l'exploitant pour incapacité à financer :

1° Soit quand les ratios prévus à l'article I appréciés sur la base des derniers comptes clos élaborés pour l'entité concernée établissent la situation financière délicate avant prise en compte des travaux de mise en accessibilité ;

2° Soit quand ces mêmes ratios calculés par l'entité sur la base d'une simulation effectuée sur le budget de l'exercice en cours ou sur le budget prévisionnel pour l'année à venir s'il a déjà été élaboré, en prenant en compte le coût des travaux d'accessibilité, prévu au c du III de l'article R. 111-19-35 du code de la construction et de l'habitation, ainsi que le coût estimé d'éventuels

autres travaux contraints par une obligation juridique établissent la situation financière délicate après prise en compte des travaux de mise en accessibilité.

Article 3

I. – En application du I de l'article R. 111-19-39 du code de la construction et de l'habitation, la demande d'agrément relative à un patrimoine simple d'établissements recevant du public de 5^e catégorie avec des contraintes particulières de mise en accessibilité prévue aux IV et V de l'article R. 111-19-35 du code de la construction et de l'habitation est accordée pour incapacité à mettre en œuvre les travaux dans une seule période de durée maximale et une période supplémentaire est octroyée quand l'une des deux conditions suivantes est respectée :

- quand l'intervention des entreprises en charge des actions de mise en accessibilité n'est pas possible compte tenu d'exigences de continuité de service établies sur la base des 3 dernières années écoulées pendant plus de 25 % de la période normalement prévue en moyenne ;
- quand la prise en compte du coût de la mise en accessibilité de l'ensemble des établissements ou installations, prévu au c du III de l'article R. 111-19-35 du code de la construction et de l'habitation, et du coût des dépenses relatives à d'autres réglementations obligatoires établit la situation financière délicate définie à l'article I sur l'une ou plusieurs des années de la période initialement prévue ;

II. – En application du I de l'article R. 111-19-39 du code de la construction et de l'habitation, la demande d'agrément relative à un patrimoine simple d'établissements recevant du public de 5^e catégorie avec des contraintes particulières de mise en accessibilité prévue aux IV et V de l'article R. 111-19-35 du code de la construction et de l'habitation est accordée pour incapacité à mettre en œuvre les travaux dans une seule période de durée maximale et deux périodes supplémentaires sont octroyées quand l'une des deux conditions suivantes est respectée :

- quand l'intervention des entreprises en charge des actions de mise en accessibilité n'est pas possible compte tenu d'exigences de continuité de service établies sur la base des 3 dernières années écoulées pendant plus de 50 % de la période normalement prévue en moyenne ;
- quand la prise en compte du coût de la mise en accessibilité de l'ensemble des établissements ou installations, prévu au c du III de l'article R. 111-19-35 du code de la construction et de l'habitation, et du coût des dépenses relatives à d'autres réglementations obligatoires établit la situation financière délicate définie à l'article I sur l'une ou plusieurs des années de la période initialement prévue et d'une période supplémentaire.

Article 4

En application du I de l'article R. 111-19-39 du code de la construction et de l'habitation, la demande d'agrément relative à un patrimoine d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public particulièrement complexe est accordée pour incapacité à mettre en œuvre les travaux dans deux périodes de durée maximale et une période supplémentaire est octroyée quand l'une au moins des quatre conditions suivantes est respectée :

- quand l'intervention des entreprises en charge des actions de mise en accessibilité n'est pas possible compte tenu d'exigences de continuité de service établies sur la base des 3 dernières années écoulées pendant plus de 25 % de la durée de deux périodes de durée maximale ;
- quand le nombre de communes d'implantation est supérieur ou égal à 30 ;
- quand le nombre des bâtiments concernés est supérieur ou égal à 50 ;

- quand la prise en compte du coût de la mise en accessibilité de l'ensemble des établissements ou installations, prévu au c du III de l'article R. 111-19-35 du code de la construction et de l'habitation, et du coût des dépenses relatives à d'autres réglementations obligatoires établit la situation financière délicate définie à l'article I sur l'une ou plusieurs des années des deux périodes initialement prévues :

ou quand deux ou plus des trois conditions suivantes sont respectées ;

- quand l'intervention des entreprises en charge des actions de mise en accessibilité n'est pas possible compte tenu d'exigences de continuité de service pendant plus de 20 % de la durée de deux périodes de durée maximale ;

- quand le nombre de communes d'implantation est supérieur ou égal à 25 ;

- quand le nombre des bâtiments concernés est supérieur ou égal à 40.

Article 5

Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages et le directeur général des finances publiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait le xx.

La ministre de l'écologie, du développement
durable et de l'énergie

Ségolène Royal

Le ministre des finances et des comptes publics

Michel Sapin

La ministre du logement et de l'égalité des
territoires

Sylvia Pinel